

REPUBLIQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRIMATURE

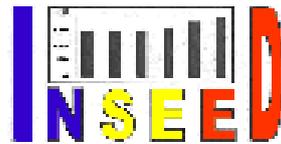
**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA
COOPERATION INTERNATIONALE**

SECRETARIAT D'ETAT

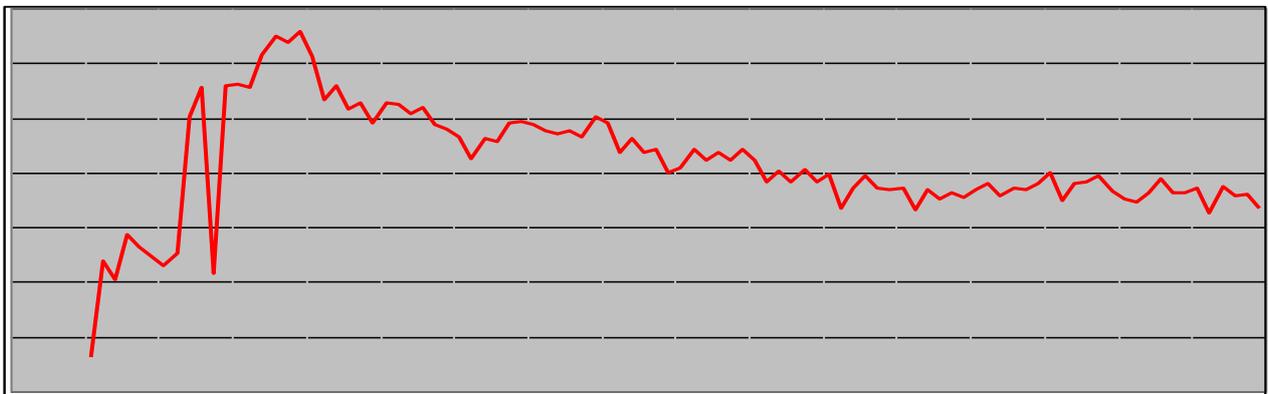
SECRETARIAT GENERAL

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, DES ETUDES
ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES**

**DEPARTEMENT DES SYNTHES ET STATISTIQUES
ECONOMIQUES**



Note Trimestrielle de Conjoncture



DEUXIEME TRIMESTRE 2013

Août 2013

TABLE DES MATIERES

RUBRIQUES	Pages
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	2
SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE DU TCHAD AU DEUXIEME TRIMESTRE 2011	3
I – L’EVOLUTION DE L’ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
II – L’INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	5
III - LE SECTEUR INDUSTRIEL	6
IV - LE SECTEUR PETROLIER	9
IV.1- La production pétrolière	9
V - LES FINANCES PUBLIQUES	10
V.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	10
V.2 La Situation de la dette publique extérieure	10
VI – LA MONNAIE	12
VI.1 La situation monétaire	12

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BEAC	:	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BRENT	:	Pétrole de référence sur le marché international
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
FMI	:	Fonds Monétaire International
INSEED	:	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
INSEE	:	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques
PIB	:	Produit Intérieur Brut
RGPHT	:	Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
UE	:	Union Européenne
\$ US	:	Dollars US

SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE ECONOMIQUE DU TCHAD AU DEUXIEME TRIMESTRE 2013

Situation économique plutôt bonne

Au deuxième trimestre 2013, la conjoncture économique évolue favorablement.

Du côté de la demande globale, l'activité reste soutenue par la demande intérieure grâce notamment aux apports positifs de la consommation privée et publique.

La consommation privée est tirée par la hausse des revenus ruraux favorisée par les bons résultats des campagnes cotonnière et vivrière 2012/2013 et des revenus urbains, à la suite de l'accord entre le Gouvernement et les syndicats, qui autorisent l'application intégrale de l'augmentation de 40% des salaires pour compter du 1er janvier 2013. Parallèlement, la consommation publique a également augmenté en relation avec la progression des dépenses courantes primaires.

Pour leur part, les investissements privés du secteur non pétrolier se poursuivraient, notamment dans les branches de la téléphonie mobile et des industries alimentaires (Brasseries). Ceux du secteur public restent non négligeables. Au niveau de la demande extérieure, les perspectives sont propices pour les exportations de bétail sur pieds et du pétrole.

Du côté de l'offre, dans le secteur primaire, la production de pétrole brut a baissé consécutivement au

vieillessement des puits. Celles du coton et du sucre ont accru comparativement aux campagnes précédentes.

Au niveau du secteur secondaire, la production énergétique s'est améliorée ainsi que celle des industries manufacturières (brasseries et huilerie) et dérivées (montage de tracteurs).

Dans le secteur tertiaire, les activités des entreprises des télécommunications, du transport, de la distribution pharmaceutique ainsi que des agences de voyages connaissent une évolution mitigée.

S'agissant des prix, les tensions inflationnistes sont contenues en raison de bonnes récoltes de la campagne agricole 2012/2013.

Du côté des finances publiques, on note une hausse du niveau des recettes et des dépenses par rapport au trimestre précédent. La situation de la dette se caractérise par une hausse de l'encours tant de la dette extérieure qu'intérieure et une baisse du stock des arriérés.

I- L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance mondiale : la reprise se renforce

Au deuxième trimestre 2013, la reprise de l'économie mondiale continue de se renforcer, tirée par les Etats Unis, le Japon et le Royaume-Unis. La zone euro présente des signes de sortie de la récession et la Chine montre des signes de redressement, bien que les perspectives restent faibles dans les autres pays émergents.

Dans la **zone euro**, la reprise devrait se poursuivre à un rythme modéré, après une sortie de récession au second trimestre 2013(hausse du PIB de 0,3% après -0,2% au premier trimestre).

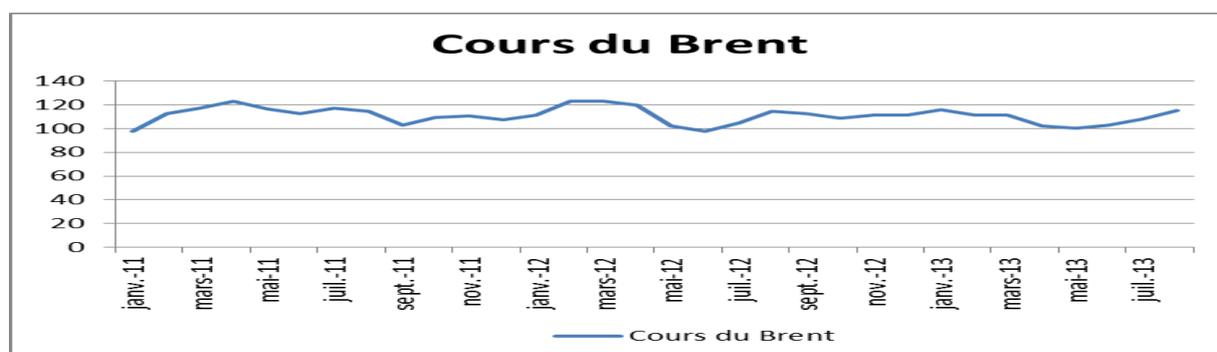
Aux **Etats-Unis**, le PIB a progressé de 2,5% en rythme annualisé au deuxième trimestre contre 1,1% au trimestre précédent, tirée par le bon comportement des ménages, de l'investissement et des exportations.

Le **Japon** a enregistré une croissance relativement solide au second trimestre 2013, de l'ordre de 3,8% en rythme annualisé après 4,1% au premier trimestre.

Les **économies émergentes** ont affiché une croissance modérée au premier semestre 2013, affectée à des degrés divers, par des contraintes sur l'offre, un repli des prix des matières premières et un soutien monétaire limité.

Sur les **marchés des matières premières**, la baisse des prix des produits agricoles alimentaires et des fertilisants avec le rebond de ceux de produits pétroliers. Ainsi, les cours du Brent ont atteint 111 dollars en moyenne en août 2013 contre 108 en juillet, suite à une reprise de la demande, des perturbations de l'offre et des troubles en Egypte.

Figure 1 : Evolution du cours du Brent(en \$ US)



Source : Afristat

II-LES PRIX A LA CONSOMMATION A N'DJAMENA

Prix à la consommation : hausse en glissement annuel

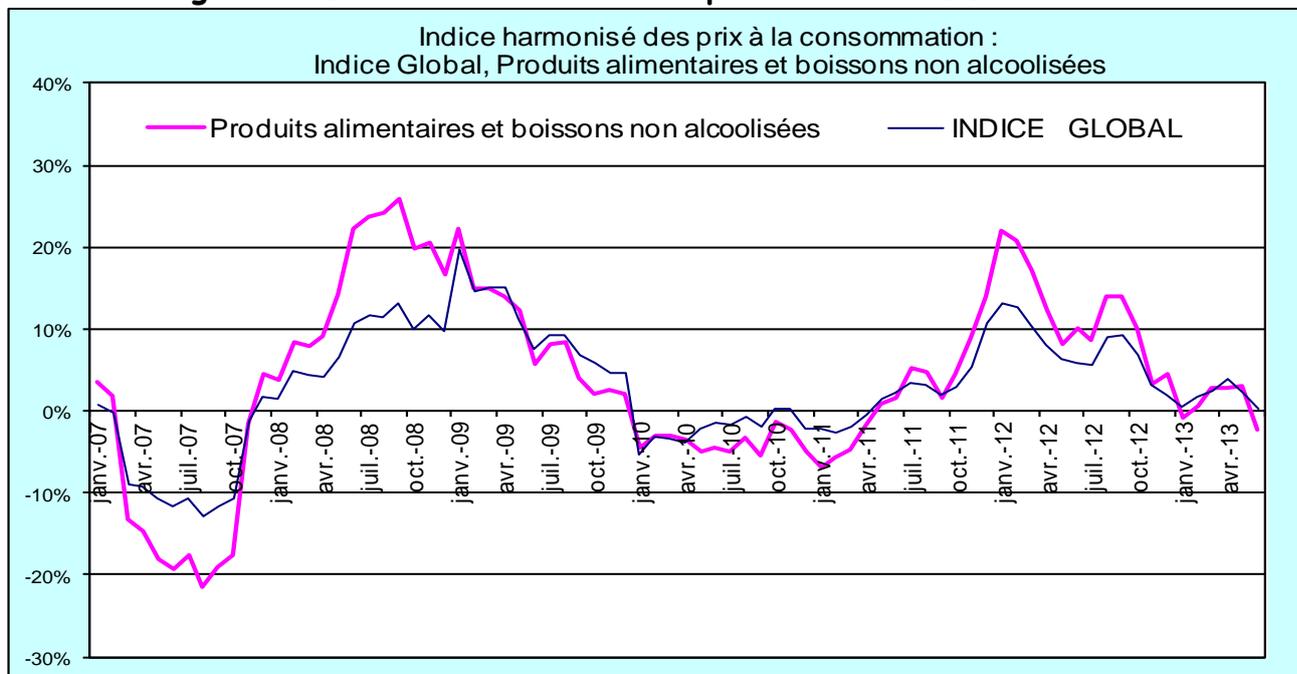
Durant le mois d'août 2013, l'Indice Harmonisé de Prix à la Consommation a été marqué par une baisse de 5,1% en glissement annuel par rapport au même mois de l'année 2012 suite au recul des indices de prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées et Restaurants et hôtel de 11% et 9,2% respectivement, ce qui n'a pu être compensé par l'augmentation de l'indice de prix de l'Enseignement de 5,9% et 4,4% de « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». Cette évolution couvre au niveau des produits alimentaires et boisson non alcoolisés un repli de l'indice de prix de légumes et tubercule de 20,9%,

de viande de 18,2% et pains et céréales de 14%.

A fin août 2013, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation a affiché une progression de 1,4% en variation trimestrielle en rapport avec l'indice de prix de logement, eau, gaz électricité et autres combustibles de 4,7%.

L'inflation à fin août est ressortie à 2% contre 7,5% à fin août 2012.

Figure2 : Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source : INSEED, Mai 2013

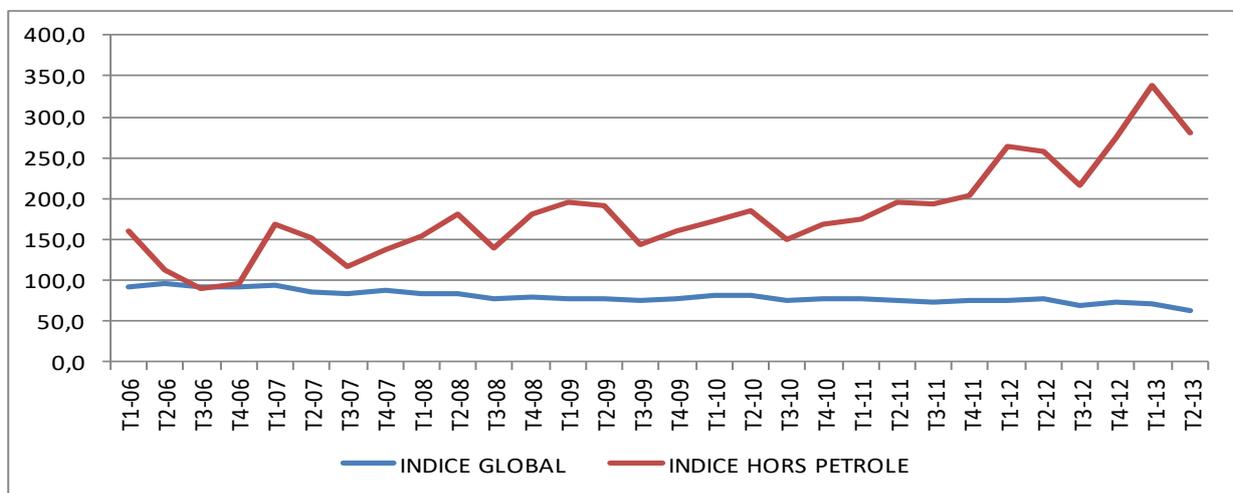
III. LE SECTEUR INDUSTRIEL

Hausse de l'activité industrielle hors pétrole

L'activité du secteur secondaire hors pétrole baisse de 17% en variation trimestrielle toutefois, elle reste en progression de 9% par rapport à la même de l'année 2012 mais cependant, avec un rythme moins

soutenu qu'au premier trimestre 2013, en relation avec la bonne tenue des activités de production des produits alimentaires (+28%) et du sous-secteur de l'énergie (+3%).

Figure3: Evolution de l'indice hors pétrole



Source : INSEED, Mai 2013

Hausse de la production d'énergie au deuxième trimestre 2013

L'activité du secteur de l'énergie a enregistré une hausse de 3% au deuxième trimestre 2013 imputable essentiellement au sous-secteur de l'eau, qui a progressé de 7% pendant la période sous revue.

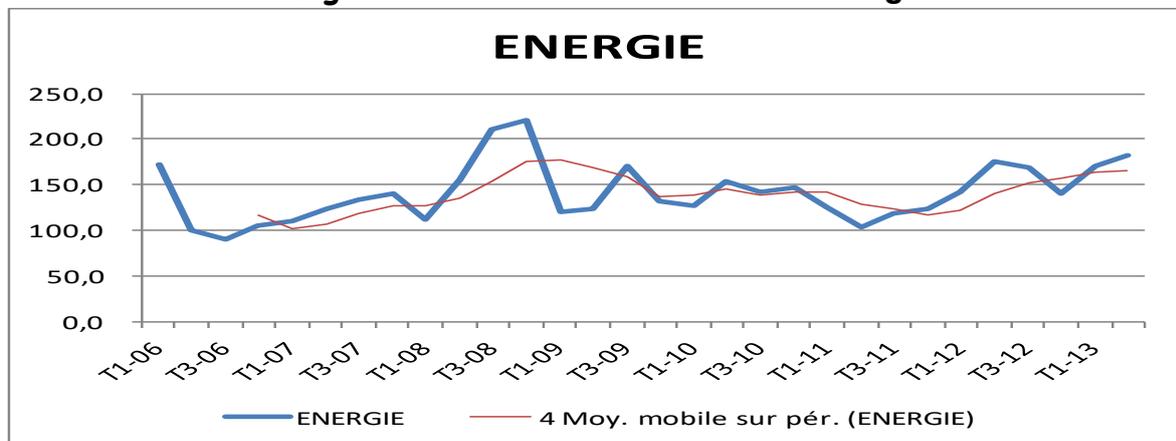
Par rapport à la même période de 2012, le secteur de l'énergie a cru de 3%, tirée principalement par le sous-secteur de l'eau dont la production a accusé une hausse de 6%.

La bonne tenue du secteur eau est imputable à la mise en œuvre du plan de restructuration du secteur (sécurisation de l'approvisionnement en produits pétroliers, réhabilitation et construction des centrales). C'est ainsi que la Société Tchadienne des Eaux projette à court terme rendre accessible l'eau potable dans toutes les villes. La société bénéficie actuellement du soutien du Gouvernement et de la Banque

Mondiale permettant de mettre en œuvre un programme

d'investissement en vue de renforcer la capacité de production.

Figure4: Evolution de l'indice de l'énergie



Source : INSEED, Mai 2013

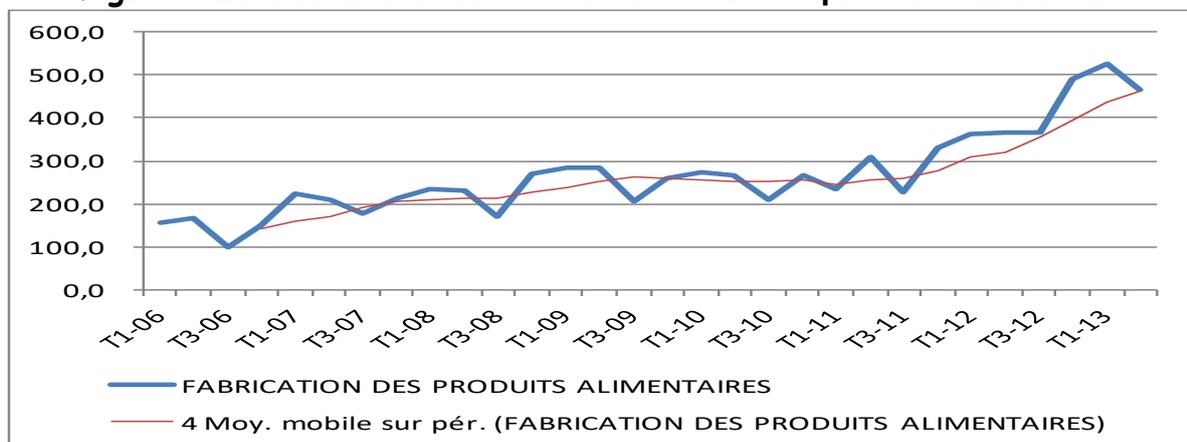
Hausse continue de la branche fabrication alimentaire

Au deuxième trimestre de 2013, l'activité de produits alimentaires a progressé de 28% par rapport au deuxième trimestre 2012 après +17% un an au paravent. Cette amélioration tient essentiellement à la hausse de la production de la bière de 15% suivis d'une augmentation de 13% pour les boissons gazeuse Toutefois, le coût énergétique très élevé

pourrait peser sur les activités de la société.

En outre, il sera mis en route une station pour traiter les eaux usées. En revanche, la production sucrière a reculé de 86% en glissement annuel en relation avec les difficultés rencontrées par le secteur.

Figure5: Evolution de l'indice de fabrication des produits alimentaires



Source : INSEED, Mai 2013

IV. LE SECTEUR PETROLIER

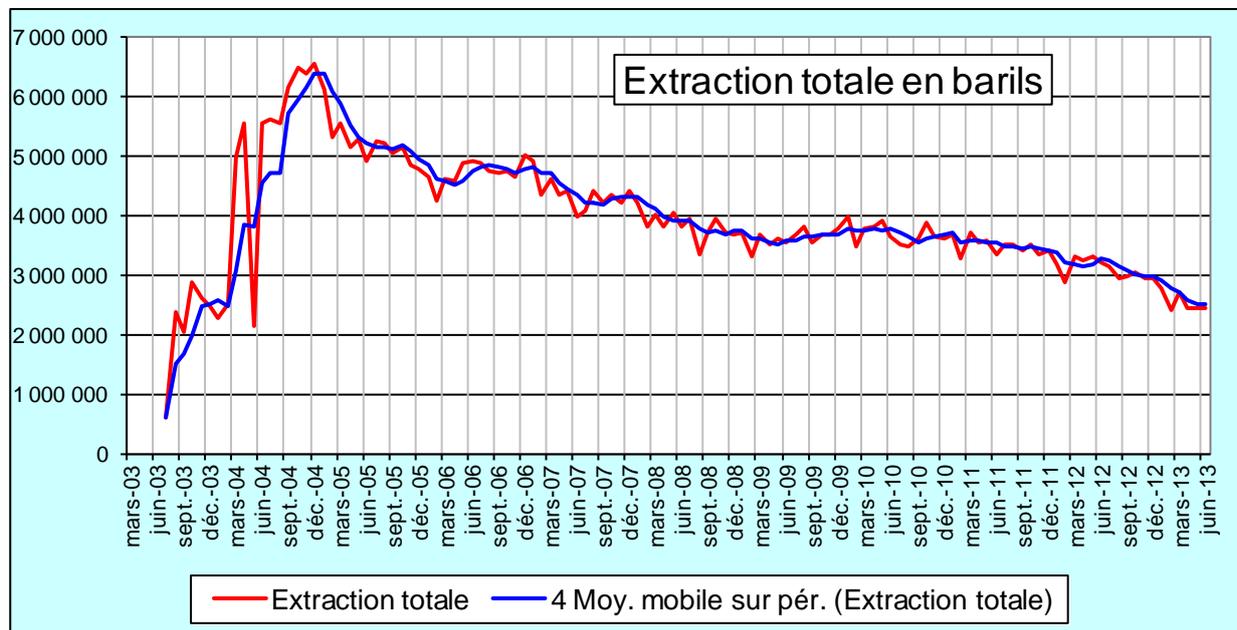
IV.1 La Production pétrolière

Baisse persistante de la production

Au terme du deuxième trimestre 2013, la production pétrolière continue de baisser. En effet, la production pétrolière est en baisse tant en variation trimestrielle qu'en glissement annuel. Par rapport à la même période de 2012, la production pétrolière a chuté de 25%, tirée principalement par le champ de Timbré dont la production a accusé une baisse de 80%. Sur la période, tous les champs ont baissé à l'exception des champs de Nya et

Moundouli qui ont progressé respectivement de 60% et 5%. Cette baisse persistante trouverait aussi sa raison dans la baisse des rendements du fait de vieillissement des champs pétroliers. Cependant, cette baisse, devrait être compensée par une année de production de la CNPC sur le champ des Rôniers dont la production est en nette progression (12%) si on considère le trimestre sous revue.

Figure 6: Evolution de la production pétrolière



Source : Ministère du pétrole

V-LES FINANCES PUBLIQUES

V.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

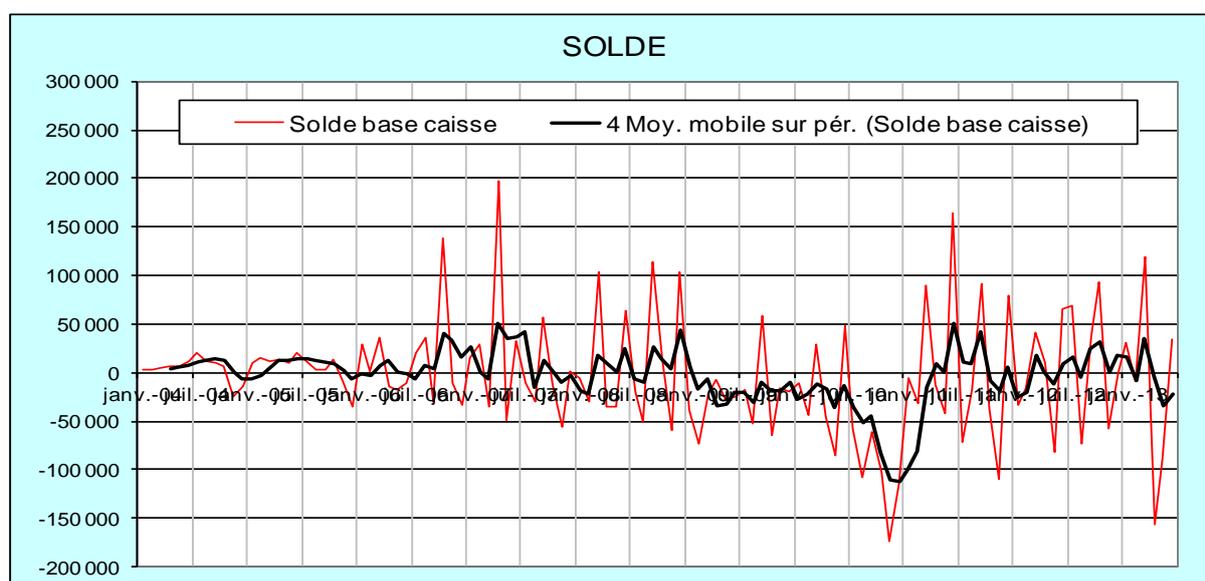
Bonne tenue des recettes

L'exécution budgétaire au cours du deuxième trimestre 2013 est marquée par une hausse significative des recettes et des dépenses. En effet, les ressources budgétaires sont recouvrées à hauteur de 606,507 milliards et ont progressé de 18%. Soit 39% d'exécution par rapport à un objectif de 1567,494 milliards pour 2013.

Cette progression est due surtout à une hausse significative dans le

recouvrement des recettes pétrolières dont 47% de l'IS pétrole. Quant aux dépenses totales et prêtes nets, elles sont évaluées globalement à 654,507 milliards dont 58% est constituée pour l'essentiel des dépenses pour le paiement au titre de l'intervention de l'Etat. Comparativement à la même période de l'année 2011, elles sont en hausse de 96%.

Figure 7: Evolution du solde base caisse



Source : Direction du Trésor

V.2 Situation de la dette publique extérieure

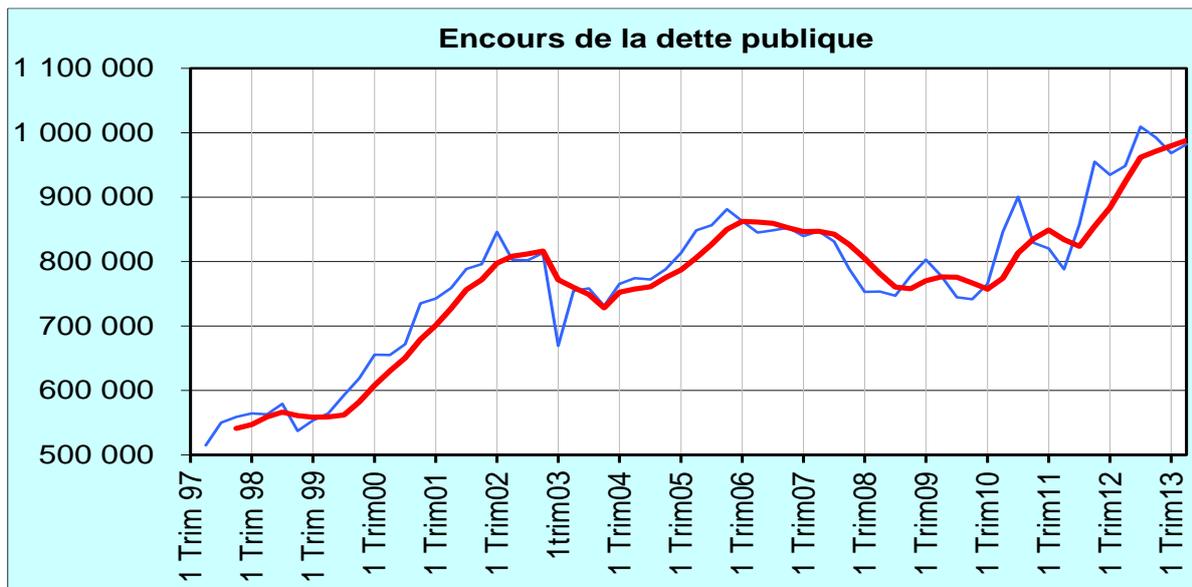
La situation de la dette extérieure du Tchad est caractérisée au 31 juin 2013 par une hausse de l'encours, une hausse de règlement, une stabilité

des décaissements et une non accumulation des arriérés. En effet, à fin juin 2013 l'encours de la dette s'est établie à 982,165 milliards

contre 955,784 milliards FCFA un an plutôt, soit une hausse de 26,38 milliards. Cette des encours trouverait sa raison dans les

décassements opérés sur la période soutenu par une appréciation du cours de devises par rapport à l'Euro.

Figure 8 : Evolution de la dette extérieure (milliards de FCFA)



Source : Direction de la dette

VI - LA MONNAIE

VI.1 La situation monétaire

Croissance des principaux agrégats

L'évolution de la situation monétaire du Tchad à fin août 2013 est marquée, par rapport à celle de la même période de l'année précédente, par une chute sensible des avoirs extérieurs nets (-27,1), une hausse notable du crédit intérieur (+56,1%)

induite par l'augmentation par le relèvement des crédits à l'économie de 56,1%. Pour sa part, la masse monétaire a progressé de 9,7%. Par contre, les autres ressources ont connu une chute de 10,8 %.

Tableau1: Evolution de la situation monétaire.

	2010	2011	2012	2013	Variation en %
	Août	Août	Août	Août	août-13 août-12
AVOIRS EXTERIEURS NETS	222 110	344 033	497 108	362 241	-27,1
CREDIT INTERIEUR	379 676	323 865	360 416	562 700	56,1
* Créances nettes sur l'Etat	156 974	88 357	17 926	90 357	-404,1
* Crédits à l'économie	222 702	235 508	342 490	472 343	37,9
MASSE MONETAIRE	573 312	651 898	780 441	856 195	9,7
AUTRES RESSOURCES	28 474	16 000	77 083	68 746	-10,8

Source : BEAC

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF AWARE NEISSA**, chef de Département des Synthèses et Statistiques Economiques ;

Rédaction :

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

Comité de lecture :

- **REMADJI MADJADINA**, Responsable des prévisions macroéconomiques ;
- **MANTOBAYE MOUNDIBAYE**, Conseiller Directeur Général ;

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture
- **ALI YOSKO TCHONEYMI**, Agent au Service de la Conjoncture

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques,
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.
Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13
Email : inseed@intnet.td
[Site Internet : www.inseed-tchad.org](http://www.inseed-tchad.org)**